



La Commune



Et maintenant ?

Etat espagnol : Après le succès du 29 mars

Le 29 mars des centaines de milliers de salariés, répondant à l'appel des Commissions ouvrières et de l'UGT, ont manifesté dans les rues de toutes les villes d'Espagne contre la réforme du travail et contre le plan d'austérité préparés par le gouvernement Rajoy. Alors que les dirigeants syndicaux appelaient le gouvernement à la négociation, en lui laissant un délai de réflexion jusqu'au 1er mai, celui-ci a immédiatement répondu par la bouche de sa ministre de l'emploi, Fatima Banez : " La loi ne sera pas changée ! "

Avec l'arrivée du gouvernement Rajoy, les mesures antiouvrières entamées par Zapatero se sont aggravées, contreréforme du travail, austérité accrue pour satisfaire aux demandes de l'UE avec comme objectif le remboursement de la dette. Ces agressions ont provoqué la colère d'une classe ouvrière déjà réduite à la portion congrue quant aux salaires et à la précarité de l'emploi par trente trois ans de dialogue social entre l'État, les patrons et les syndicats. Et ce n'est qu'après que les syndicats nationalistes basques aient appelé à une grève de 24 heures le 29 mars que les directions de l'UGT et des CCOO s'y sont ralliées contraintes et forcées.

Un premier avertissement

La convocation de la grève dans l'unité de tous les syndicats, est cependant une première au Pays Basque, ce qui a favorisé son étendue et sa suivie massive. Sa portée se verra néanmoins limitée par l'absence d'un objectif politique précis si ce n'est celui de négocier la modification de cette rétro-réforme, selon les termes mêmes employés par les dirigeants syndicaux de l'UGT et des CCOO qui ne parlent pas, loin s'en faut, de son retrait pur et simple, bien que telle est l'aspiration première de la classe ouvrière. Mais peut-on attendre autre chose de dirigeants qui ont entériné tous les plans de restructuration industrielle

engagés par les gouvernements successifs depuis trois décennies et qui, tout récemment encore, s'asseyaient encore à la table des négociations pour accepter les propositions patronales de gel des salaires et de flexibilité du travail ?

Échec du " dialogue social "

C'est cette pratique ininterrompue de la collaboration de classe, de la démobilitation perpétuelle imposée par ces dirigeants qui ont poussé le gouvernement du PP à oser affronter la classe ouvrière malgré sa faiblesse manifeste, puisqu'il vient d'essuyer trois mois à peine après son investiture deux défaites simultanées aux élections régionales en Andalousie et aux Asturies. C'est aussi ce dialogue social auquel ils font de nouveau appel au lendemain de la grève qui a empêché les travailleurs et, derrière eux, toute la population de se défendre contre les agressions successives des capitalistes et de leurs gouvernements. Sans un changement radical de cette stratégie des dirigeants syndicaux qui nous parlent de retour aux conditions de travail du XIXe siècle, car la réforme permet de modifier les salaires et les horaires de travail, la mobilité des postes de travail ainsi que les licenciements, au prétexte d'une baisse des profits des entreprises et, de plus, elle abaisse les indemnités de licenciements de moitié, conduisant, en un mot, à une classe ouvrière taillable et corvéable à merci.

Lutte de classes

Sans une intensification de la lutte de classes, capable de reconstituer les acquis de la classe ouvrière et de les étendre, aucune issue favorable aux intérêts de la majorité de la population n'est possible. Rappelons que ces conquêtes sociales, aujourd'hui supprimées par le décret du gouvernement du PSOE sur les retraites et celui de PP sur le travail, furent arrachées en Espagne en pleine dictature militaire et qu'elles commencèrent à être battues en brèche par les premières mesures de restructuration économique du PSOE de Felipe Gonzalez à partir de 1982 - mines, sidérurgie, chantiers

navals, banques passèrent à la guillotine avec un coût d'un million de licenciements, vouant à la déchéance des régions entières et ne s'imposèrent que grâce à l'appui décisif des directions des CCOO et de l'UGT qui, depuis, n'ont cessé de préconiser le dialogue social pour résoudre les conflits sociaux, n'hésitant pas à disqualifier la grève comme outil de défense des revendications ouvrières (déclarations au journal " El Pais " de Fernandez Toxo, secrétaire général des CCOO). Toutes ces attaques ne pourront être surmontées qu'avec la mise en oeuvre des méthodes classiques de la lutte de classes : assemblées générales, élections de délégués révocables et de comités de grève, incluant les syndicats de classe et le rejet de toutes les entraves à leur action (services minimums, préavis de grève, piquets), toutes conditions essentielles à la réalisation effective de la grève générale.

Le 31 mars 2012

Domingo Blaya

Modifié le mardi 24 avril 2012

Voir aussi dans la catégorie État Espagnol

Où vont les Anticapitalistes de Podemos ?

Les anticapitalistes en Espagne sont, comme en France le NPA, issus de la crise du Secrétariat unifié 1 . Ce n'est qu'en 2014, après d'autres crises internes qu'ils ont intégré Podemos à... >>

Pactes, corruption et lutte des classes

Les forces centrifuges ne cessent d'agiter l'État espagnol. Pour y faire face, les tribunaux de la monarchie tournent à plein régime, comme en Catalogne, où les affaires font la une des médias :... >>

Institutions en crise et nationalités

Tout comme 2015, l'année 2016 s'achève dans la crise des institutions issues du franquisme. Les problèmes non résolus débouchent sur des Cortes croupions très polarisées, révélant... >>

À l'épreuve du pacte P.P – P.S.O.E

À peine investi, grâce à l'appui du Partido socialista obrero español (PSOE), le gouvernement minoritaire du Partido Popular (PP) se dispose à faire les réformes exigées par l'Union... >>

Crise de la Monarchie espagnole : La brèche

La crise politique de l'État espagnol monte d'un cran avec l'investiture du président sortant, Mariano Rajo grâce à l'abstention de soixante-huit députés du Parti socialiste ouvrier espagnol... >>

Élections en Espagne : tous perdants !

La répétition des élections a aggravé la crise politique de l'État. La première place du Parti populaire (PP), insuffisante pour gouverner, et l'échec des prétentions de la coalition Unidos... >>

